

FACULTÉ DE MEDECINE DE PARIS

ANNEE 1934

THÈSE

N°
776

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Marcel ROUGEAN

Né le 18 Janvier 1910, à Pau (Basses-Pyrénées)

L'ATTENTAT D'ORSINI

Étude de Psycho-Pathologie historique

Président de Thèse : M. CLAUDE, Professeur.

PARIS

E. LE FRANÇOIS, EDITEUR

91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ATTENTAT D'ORSINI

Étude de Psycho-Pathologie historique

FACULTÉ DE MEDECINE DE PARIS

ANNEE 1934

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Marcel ROUGEAN

Né le 18 Janvier 1910, à Pau (Basses-Pyrénées)

L'ATTENTAT D'ORSINI

Étude de Psycho-Pathologie historique

Président de Thèse : M. CLAUDE, Professeur.

PARIS

E. LE FRANÇOIS, EDITEUR

91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1934

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LE DOYEN G. ROUSSY.

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale.	PROUST.
Physiologie	LÉON BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEYASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
	BESANÇON.
	CARNOT.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'en- céphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNÉO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	LÉON BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE . Neurologie et Psychiâtr.
BÉNARD Henri. Pathologie médicale.
BERNARD Et... Pathologie médicale.
BOULIN Pathologie médicale.
BROCQ Pathologie chirurgicale
BULLIARD Histologie.
CATHALA Pathologie médicale.
CHABROL Pathologie médicale.
CHEVALLIER .. Pathologie médicale.
DOGNON Physique.
DONZELOT Pathologie médicale.
FEY Urologie.
GALLIARD Parasitologie.
GASTINEL Bactériologie.
GATELLIER Pathologie chirurgicale
DE GAUDART
D'ALLAINES. Pathologie chirurgicale
GAYET Physiologie.
GIROUD Histologie.
HAGUENAU ... Pathologie médicale.
HALPHEN Oto-rhino-laryngologie.
HAZARD Pharmacologie.
HUGUENIN Anatomie pathologique.
JOANNON Hygiène.
LABBÉ Henri.. Chimie biologique.
LACOMME Obstétrique.
LANTUÉJOUL .. Obstétrique.

MM.

LAROCHE Guy. Pathologie médicale.
LEMAIRE Pathologie expériment.
LEVEUF Pathologie chirurgicale
M^{lle} J. LÉVY .. Pharmacologie.
LÉVY-VALENSI... Neurologie et Psychiâtr.
MOREAU Pathologie médicale.
MOULONGUET .. Pathologie chirurgicale
MOUQUIN Pathologie médicale.
OBERLING Anatomie pathologique.
PETIT-
DUTAILL'S. Pathologie chirurgicale
PIÉDELIEVRE .. Médecine légale.
PORTES Obstétrique.
QUÉNU Pathologie chirurgicale
RICHEL Physiologie.
SANNIÉ Chimie biologique.
SÉNÈQUE Pathologie chirurgicale
SÉZARY Dermatologie et syphi-
ligraphie.
TROISIER Pathologie expériment.
TURPIN Pathologie médicale.
VALLÉRY-RADOT
(Pasteur) .. Pathologie médicale.
VELTER Ophtalmologie.
VIGNES Obstétrique.
WILMOTH Pathologie chirurgicale

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
BUSQUET Pharmacologie.
CHAILLEY-BERT. Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologique.
NEVEU-LEMAIRE Parasitologie.
ZIMMERN Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent

MM.		MM.	
ABRAMI	} Clinique médicale.	GUÉNIOT	} Clinique obstétricale.
AUBERTIN		LE LORIER ...	
BRULÉ		LÉVY-SOLAL ..	
CHIRAY		METZGER	
DUVOIR			
HARVIER			
LIAN			

MM.

BASSET	} Clinique chirurgicale.
CADENAT	
HEITZ-BOYER ..	
MOCQUOT	
MOURE	
SCHWARTZ ...	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agt.	Education physique.
FREY	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MES MAÎTRES

En témoignage de reconnaissance.

A Monsieur le PROFESSEUR HENRI CLAUDE

Professeur de clinique des maladies mentales
à la Faculté de Médecine de Paris,
Médecin des hôpitaux et de l'Asile Sainte-Anne,
Membre de l'Académie de Médecine,
Officier de la Légion d'Honneur.

*Qui a bien voulu me faire l'honneur d'accepter
la présidence de cette thèse, avec l'expression de
ma profonde gratitude.*

A Monsieur le DOCTEUR J. LEVY-VALENSI

Professeur Agrégé à la Faculté de Médecine,
Médecin de l'Hôtel-Dieu,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

*En le remerciant d'avoir bien voulu me conseiller
ce sujet et me guider dans son étude.*

MEIS ET AMICIS



Yours Truly
J. D. Cooper

L'ATTENTAT DU 14 JANVIER 1858

Le 14 janvier 1858 on donnait à l'Opéra, situé alors rue Le Peletier, presque au coin des grands boulevards, une représentation de gala. On devait jouer *Guillaume Tell* au bénéfice du baryton Massol.

L'Empereur avait promis d'assister à cette soirée accompagné de l'Impératrice ; aussi tout avait-il été préparé pour le recevoir. On avait sablé l'allée menant à l'entrée réservée et le théâtre était illuminé. Un service d'ordre imposant avait été organisé. Tout semblait devoir se passer le mieux du monde, et, quelques minutes avant l'arrivée des souverains, le général Fleury déclarait au Duc de Saxe-Cobourg devant l'entrée de l'Opéra :

— L'organisation du service de surveillance est parfaite. Des complots contre la vie de l'Empereur comparables à celui de l'Hippodrome ou de l'Opéra-Comique ne pourraient plus se produire à présent.

Il faisait beau ; le temps était relativement doux malgré la saison, et, bien avant l'heure fixée, les badauds, toujours friants de semblables spectacles, étaient massés pour assister à l'arrivée de l'Empereur.

Aux Tuileries avaient pris place dans la voiture impériale : Napoléon III en habit de cérémonie, l'Impératrice en grande toilette, et le général Roguet.

Escorté des lanciers blancs et bleus de l'escorte, le cortège s'était mis en route, salué le long du trajet des acclamations de la foule.

.....

Pendant ce temps, un des officiers de paix chargés du service d'ordre à l'Opéra, M. Hébert, remarquait parmi les curieux un individu d'allures suspectes qu'il lui semblait reconnaître pour l'avoir arrêté déjà six ans plus tôt. Il le suivit pendant quelques instants, puis l'ayant reconnu fermement, il s'approcha vivement et, lui serrant le bras, lui signifia : « Je vous arrête ; toute résistance est inutile. » L'homme se laissa de bonne grâce conduire au poste où il fut immédiatement fouillé. On trouva sur lui un revolver à six coups, un poignard et une bombe. Interrogé sur la possession de ces armes, l'individu, un nommé Pieri, déclara que la bombe était destinée à des études auxquelles il se livrait ; quant au poignard et au revolver, ils devaient, dit-il, servir à sa défense personnelle.

M. Hébert, après avoir consigné le prisonnier, se hâta de retourner rue Le Peletier afin de signaler l'arrestation si importante qu'il venait d'effectuer dans les parages où l'on attendait l'empereur.

Mais déjà la voiture impériale débouchait rue Le Peletier et, précédée de son escorte, elle arrivait devant le péristyle de l'Opéra lorsqu'une première détonation, puis une seconde presque immédiate retentirent.

Le cocher qui conduisait le carrosse eut la présence d'esprit d'enlever vigoureusement ses chevaux, mais le cheval de droite se cabra et tomba mort, et la voi-

ture entraînée par le cheval de gauche fut projetée, contre le mur de l'Opéra où le timon se brisa. A vingt ou trente secondes d'intervalle une troisième détonation éclata sous le carrosse même de Leurs Majestés.

Dès la première explosion le gaz s'était éteint et ce fut alors, dans la nuit, un effroyable vacarme de vitres brisées retombant en éclats, de choes, de heurts des voitures, de brancards rompus par les ruades et les bonds désordonnés des chevaux atteints, auxquels s'ajoutaient les cris de douleur et les gémissements des innombrables blessés.

Malgré l'indicible sentiment d'effroi stupéfiant d'abord la foule, une immense clameur de soulagement retentit et le cri de « Vive l'Empereur » s'éleva de toutes parts lorsqu'à la lueur de torches apportées en toute hâte on vit l'Empereur et l'Impératrice sortir de leur carrosse, saufs tous les deux, à part de légers éclats de verre au visage. Le général Roguet, moins heureux, avait reçu à la partie droite du cou une blessure déterminant un énorme épanchement de sang.

L'attitude des souverains fut toute de calme et de dignité. Avant d'entrer au théâtre où il était nécessaire que l'Empereur se montrât pour éviter la panique, il tint à donner tous les ordres nécessaires pour que les soins les plus pressés fussent immédiatement prodigués aux blessés.

Dès qu'il parut au balcon de sa loge, ce fut du délire dans la salle, où, bien qu'il eût été atténué, on avait entendu le fracas des bombes et pressenti l'attentat.

Une véritable ovation éclata. L'orchestre, arrêtant son *Guillaume Tell*, participa à l'émotion générale et se mit à jouer *Partant pour la Syrie*, romance plaintive qui avait été composée autrefois par la reine Hortense. Puis ce fut à la loge de Leurs Majestés le long défilé de toutes les personnalités présentes dans la salle.

Néanmoins l'Empereur, malgré toutes ces manifestations de respectueuse sympathie, s'absenta quelques instants après qu'un des médecins de service fût venu lui dire quelques mots et malgré les remontrances formelles d'un officier de paix. C'était pour aller dans une pharmacie voisine épingle sur la poitrine d'un lancier agonisant la petite croix en brillants qu'il portait lui-même à son habit. Puis il revint à l'Opéra où il demeura encore un quart d'heure ; après quoi il se retira avec l'Impératrice. Une autre voiture les attendait, accompagnée d'une nouvelle escorte commandée par le gouverneur de Paris lui-même.

Le retour aux Tuileries fut une longue acclamation. Le peuple, accouru de toutes parts, se pressait sur les boulevards et manifestait frénétiquement sa joie de voir les Souverains indemnes.

Napoléon sut vraiment ce jour-là qu'il était populaire et qu'il était aimé.

Aussitôt après l'attentat les victimes avaient été, de toute urgence, transportées dans les maisons voisines et chez les pharmaciens de la rue Le Peletier et de la place Boïeldieu. Quelques-uns furent conduits à Lariboisière, d'autres à la Maison Dubois ; les militaires

furent envoyés au Val-de-Grâce. Ils y reçurent les premiers soins, tandis qu'un aumônier de la Marine Impériale, qui se trouvait sur les lieux, prodiguait les secours spirituels aux malheureux qui étaient mortellement blessés.

Ce n'est que le lendemain que l'on put évaluer le nombre des blessés et juger de la gravité de leurs blessures.

Les docteurs CORVISART et TARDIEU avaient été respectivement chargés par l'Empereur et par l'autorité judiciaire de visiter les blessés. Ces derniers, au nombre de 156, dont 21 femmes et 11 enfants, étaient littéralement criblés de blessures, puisque, à eux tous, dit le docteur TARDIEU, ils totalisaient 511 plaies. Huit d'entre eux devaient périr.

Voici ce qu'en disait le docteur TARDIEU dans son rapport, quelques jours plus tard :

« La plupart des blessures ont pénétré dans la profondeur des organes, et, malgré leur peu d'étendue apparente, ont déterminé des déchirures et des désordres considérables. Ces plaies, par suite de la nature des projectiles, inégaux, irréguliers et brûlants qui les pénètrent, par suite de leur étroitesse et de leur profondeur, se compliquent d'épanchements de sang, de phlegmons, de douleurs névralgiques qui ajoutent beaucoup à leur gravité. »

Tous s'inquiétaient, avant tout, de l'état des souverains, et en apprenant qu'ils n'étaient pas blessés, dit le docteur JOZAT, « la joie rayonnait sur les pâles figures ».

Ce fut d'ailleurs un miracle que Napoléon III ne fût pas touché, car l'expertise montra que la voiture impériale avait été littéralement criblée ; elle avait été atteinte par 76 projectiles, un des deux chevaux avait reçu 25 blessures.

L'examen des éclats trouvés sur place révéla qu'ils provenaient de bombes analogues à celle trouvée sur Piéri. Il s'agit, dit le rapport de l'expert, d'« un cylindre creux de fonte commune et très cassante, composé de deux parties réunies par un pas de vis pratiqué dans l'épaisseur des parois. La partie inférieure était armée de 25 cheminées garnies de capsules traversant toute l'épaisseur des parois, et disposées de manière à faire converger le feu des capsules sur la charge placée dans l'intérieur. Les parois étaient d'une épaisseur inégale, plus grande dans la partie inférieure (3 cm.) que dans la partie supérieure (5 mm.), de telle sorte que le projectile se retourne de lui-même dans sa chute et retombe nécessairement du côté le plus lourd sur les capsules destinées à provoquer l'explosion. A la partie supérieure se trouvait un trou, pratiqué pour introduire la charge et hermétiquement fermé par une vis de deux centimètres d'épaisseur. Il y avait dedans au moins 130 grammes de fulminate de mercure. »

Cependant, tandis que les victimes étaient soignées et tandis que l'Empereur recevait tant de marques de sympathie et d'affection, la police n'était pas restée inactive.

A l'angle des rues Le Peletier et Rossini, à côté

d'une longue traînée de sang, un garçon d'hôtel avait découvert un objet cylindrique enveloppé d'un sac ; sa première pensée fut de le rejeter sur les bas-côtés de la voie publique, puis, se ravisant, il l'ouvrit : c'était une bombe. Un peu plus loin, presque au coin de la rue Laffitte, un revolver taché de sang fut ramassé par un sergent de ville. Ces pièces à conviction furent aussitôt mises entre les mains de la police et il fut facile de constater que la bombe ramassée rue Rossini était exactement semblable à celle qu'on avait saisie sur Pieri.

Celui-ci fut immédiatement interrogé à nouveau et, pressé de questions, il avoua facilement qu'il était descendu à l'Hôtel de France et de Champagne, rue Montmartre, où il se trouvait en compagnie d'un autre individu qui partageait sa chambre.

Il recommanda bien, vraisemblablement désireux de prouver par ce moyen la tranquillité de sa conscience, qu'on ne manquât pas, si on se rendait à son adresse, de lui rapporter son parapluie, déposé au bureau de l'hôtel, et qu'il craignait qu'on lui volât.

On se rendit immédiatement à l'adresse qu'il avait donnée et on trouva effectivement, couché tout habillé dans un des deux lits de la chambre, un jeune homme qui faisait semblant de dormir. Il venait, en réalité, de rentrer quelques instants après l'attentat et, avant de monter dans son appartement, il avait demandé au concierge de tenir sa note prête, car il voulait, disait-il, partir le lendemain. Prié de décliner son

identité, il n'hésita pas à déclarer, avec un accent italien fort prononcé, qu'il était Anglais, négociant en bière, et se nommait Da Silva, ce qui n'était pas un nom à consonnance très anglaise ; aussi les policiers fouillèrent-ils dans l'armoire, où ils découvrirent des armes et des papiers adressés au comte Charles de Rudio. Il fut immédiatement arrêté.

D'autre part, aussitôt après l'attentat, au restaurant italien Broggi, rue Le Peletier, un jeune homme attirait l'attention par son agitation extrême et ses sanglots entrecoupés de paroles bizarres où il était question de son maître ; il était la proie d'une véritable crise de nerfs. Interrogé, il répondit, avec un accent italien encore bien plus prononcé que celui de De Rudio, qu'il était Anglais et se nommait Swiney. Ses réponses semblaient mal assurées ; d'ailleurs, un revolver chargé trouvé sous une étagère du restaurant confirma les soupçons et on se rendit en compagnie du prétendu Swiney à son adresse, Hôtel de Saxe-Cobourg, 223, rue Saint-Honoré. Dans son lit dormait une pauvre fille, nommée Ménager, qu'il avait ramassée la veille dans la rue et qui, malgré son étonnement et ses protestations, fut arrêtée sur-le-champ ; elle fut du reste relâchée dès le lendemain. On ne découvrit rien de particulier dans la chambre, mais on apprit que Swiney y avait été amené le 12 janvier par le concierge de la maison portant le numéro 10 de la rue du Mont-Thabor, et qu'il avait été présenté comme étant le domestique d'un locataire de cette maison. Absolument terrifié le prétendu Swiney, qui s'appe-

lait en réalité Gomez, déclara qu'en effet il servait depuis un mois un nommé Allsop.

Sans tarder, on alla rue du Mont-Thabor. Un homme vint ouvrir, vêtu d'une robe de chambre à la mode ; il était de haute taille et d'assez forte corpulence. Ses traits étaient réguliers ; sa figure, noble et virile, était encadrée de favoris noirs. Il portait de longs cheveux bouclés et une barbe longue et touffue d'un noir de jais. Ses yeux étaient petits, mais noirs et pénétrants. Son front était haut et large, dégarni sur les tempes. L'ensemble de sa personne était d'un homme distingué. Sa tête était entourée de linges ensanglantés. Sa contenance, contrairement à celle des autres individus précédemment arrêtés, fut calme et forte. Il déclara qu'il venait de la rue Le Peletier où il avait été blessé par un éclat de bombe. Il déplorait que sa curiosité de voir l'Empereur eût été aussi sévèrement punie et il tendait à accuser la police française de négligence. Il s'exprimait avec beaucoup de facilité, bien qu'avec, lui aussi, un léger accent italien. A la requête des inspecteurs, il leur tendit d'un geste dolent son portefeuille qui contenait un passeport et des papiers au nom de Thomas Allsop, sujet anglais, négociant en bière, venant de Londres et habitant rue du Mont-Thabor depuis le 15 décembre.

Tous ces papiers étaient si bien en règle que les inspecteurs hésitèrent un moment avant de poursuivre leur enquête ; mais le valet était trop suspect pour qu'ils accordassent leur pleine confiance au maître. Cependant, comme il n'y avait aucune raison de l'ar-

rêter, ils se contentèrent d'installer deux agents en surveillance dans une petite pièce qui servait à Allsop de salle à manger et qui donnait sur la cour de la maison.

Quelques heures plus tard, Piéri et Gómez, habilement interrogés, trahissaient Thomas Allsop : il se nommait Felice Orsini et se disait comte. Il avait été atteint par le projectile qu'il avait lancé ; il s'était alors enfui au milieu de la foule, et dans sa course pour regagner son domicile avait déposé précipitamment sur la voie publique son pistolet et une deuxième bombe dont il était muni ; c'était elle qu'on avait retrouvée rue Rossini. Il fut aussitôt appréhendé et transféré, ainsi que ses trois complices, à la prison de Mazas.

Ce fut ainsi, qu'en une seule nuit, les quatre conjurés, Orsini, Picri, Gomez et De Rudio, furent arrêtés.

L'enquête ne tarda pas à établir que le chef de la bande était Orsini ; les trois autres n'étaient que des comparses et leur participation au crime, pour être certaine, n'enlevait pas à Orsini le premier rôle.

Mais cela ne suffisait pas à la police.

Orsini avait-il conçu l'attentat, ou n'avait-il fait qu'obéir à d'autres conjurés encore inconnus ? Passant par la Belgique, il venait d'Angleterre, terre d'asile de tous les bannis qui pouvaient, trop facilement au gré des autres nations, y préparer de nouveaux complots ; n'était-ce pas là qu'il fallait rechercher l'existence d'une vaste conjuration ? Enfin, si on tenait véritablement le seul instigateur du crime, n'avait-il pas d'autres complices ?

Une enquête magistrale fut ouverte en France. Tant en province qu'à Paris toutes les personnes qui avaient pu prononcer en public des paroles inconsidérées concernant l'Empereur furent interrogées. Les dénonciations se succédèrent ; les rapports des préfets et des magistrats affluèrent à Paris. Tout cela en pure perte : aucune inculpation ne fut retenue, même chez les socialistes où l'on tendait à chercher les racines du complot.

Les recherches entreprises en Belgique et en Suisse furent négatives.

Par contre, en Angleterre, à Londres, d'où venait Orsini, l'enquête permit de reconstituer l'organisation du complot et son mode d'exécution. On découvrit un nouveau complice : un exilé français nommé Simon Bernard. Mais on ne trouva rien d'autre : l'attentat avait bien été conçu par Orsini qui n'avait obéi à personne.

Nous allons étudier la psychologie d'Orsini, et nous tâcherons, si cela nous est possible, de le ranger, suivant les conceptions modernes, dans une catégorie de « magnicides ».

Pour cela nous le suivrons depuis sa naissance jusqu'à son crime ; nous parlerons en passant de ses complices, qui, nous le verrons, ne présentent pas le même intérêt médico-légal.

L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE D'ORSINI

Ce que nous savons de la parenté directe d'Orsini et de ses collatéraux, ce que nous savons de lui-même, tout au moins pendant son enfance et son adolescence, c'est lui qui nous l'apprend.

Il a, en effet, éprouvé le besoin d'écrire ses mémoires, et nous touchons dès maintenant à l'un des traits les plus marquants du psychisme d'Orsini : *l'amour de la déclamation*.

Qu'on en juge par la préface :

« Londres, 20 mai 1857.

« Agé de trente ans, j'écris mes mémoires, non par
« vain amour de la gloire, mais parce que j'ai la con-
« viction que les dangers surmontés par moi encoura-
« geront mes jeunes compatriotes à suivre fièrement
« les sentiers de l'honneur, de la vertu et du véritable
« patriotisme. »

Non par vain amour de la gloire, dit-il ; mais, dans le volumineux ouvrage qu'il a consacré avec amour à sa vie, il ne cesse de glorifier et d'ennoblir ses moindres actes.

Felice Orsini naquit à Meldola, près de Forlì, dans les Etats Romains, à la fin de décembre 1819.

Sa mère, Francès Ricci Orsini, descendait de l'ancienne famille florentine.

Son père, Andrew Orsini, était, si l'on peut dire, un conspirateur professionnel. C'était un des principaux *carbonari* de l'époque.

Il avait servi dans les rangs de l'armée française, et, capitaine de la Grande Armée, il avait suivi Napoléon I^{er} en Russie, où il avait été fait prisonnier. C'est de là qu'il était venu à Meldola, où naquit Felice Orsini.

Il fut ensuite de toutes les conspirations ayant pour but l'unité et l'indépendance de l'Italie.

En 1831, il figurait dans l'insurrection dirigée contre le gouvernement pontifical ; il fut arrêté sous les yeux de son fils, âgé seulement de douze ans et à qui sa mère dut expliquer que c'était pour raisons politiques. Orsini nous avoue dans ses œuvres que l'impression qu'il eut en voyant son père enchaîné ne put jamais être effacée de sa mémoire.

L'enfant avait une sœur aînée, Rosa, et un jeune frère, Léonidas, qu'il dut quitter peu après, pour aller vivre à Imola, près de Bologne, chez son oncle Orso, qui se chargerait de son éducation.

Ce dernier allait essayer de lui imposer un genre de vie tout à fait nouveau pour lui et auquel il allait avoir beaucoup de mal à s'adapter.

La vie n'était pas gaie, pour un enfant de son âge, entre un oncle très religieux et très sévère, et une

tante bigote et presque ignorante, bien qu'elle se flattât d'appartenir à la plus riche famille de la ville.

Bien qu'Orsini se nommât en réalité Théobald, et non pas Felice, ils l'obligèrent, quoique cela lui déplût fortement, à porter ce dernier nom, parce que, disaient-ils, il ressemblait à un de ses oncles déjà mort et qui s'appelait ainsi.

Sa journée était extrêmement chargée et le travail qu'on exigeait de lui, excessif. Il devait se lever chaque matin à cinq heures ; puis se succédaient prières, étude, messe, cours de latin qui lui déplaisait par-dessus tout, etc. Dans toute sa journée, en exceptant les heures des repas, il ne lui restait que deux heures pour se reposer ou se distraire.

L'extrême austérité de ce genre d'existence lui était rendue encore plus insupportable par la sévérité excessive de son oncle qui ne cessait de le réprimander à tout propos.

C'est de là, peut-être, que naquit, par contraste, ce *goût de l'indépendance* qui allait se manifester très tôt chez l'enfant.

Cette même année éclatèrent les révolutions de Bologne et de Modène. A l'école d'Orsini les élèves de rhétorique et de philosophie hissèrent le drapeau national.

Lui-même se sentit vivement attiré par la musique et l'uniforme des soldats autrichiens qui arrivaient.

Laissant là ses livres, ses prières et les rigueurs de son emploi du temps, il fit une fugue et passa une journée entière dehors à admirer les troupes. C'est

ce jour-là, nous raconte-t-il, que, pour la première fois, il sentit s'éveiller en lui, avec la force d'une vocation, le désir d'avoir une carrière militaire.

Quand il rentra, son oncle traita cette première velléité d'indépendance par une paire de gifles.

Peu de temps après la nouvelle arriva de la déconfiture des libéraux, et l'enfant en fut très affligé.

Il allait avoir l'année suivante bien d'autres chagrins ; c'était d'abord la mort de sa mère et de sa sœur qui, dit-il, « avaient de nobles sentiments de patriotisme » ; puis, le second mariage de son père, qui dès lors allait le négliger complètement, le laissant entièrement à la charge de son oncle.

Orsini se sentait bien seul désormais ; il se réfugia dans ses rêves de liberté.

Un nouveau choc survint entre les troupes papales et les libéraux ; ceux-ci furent encore battus et leur défaite fut suivie de cruelles représailles. C'est alors qu'Orsini fit une seconde fugue ; les Français, bien que combattant aux côtés des Autrichiens, à Ancône, étaient considérés par lui comme des libérateurs ; il décida, avec neuf de ses camarades, de rejoindre les troupes françaises où ils seraient peut-être engagés comme tambours. Mais les enfants furent rattrapés à temps et ramenés de force chez eux.

A la suite de ce petit complot, on retira Orsini de l'école publique et on le plaça dans une école privée où il resta cinq ans. Il allait y recevoir la partie de son instruction dont il a gardé le meilleur souvenir. Là, en effet, plus de bigoterie ; par contre, davantage

de liberté. Il faisait du cheval, allait où bon lui semblait, et pouvait satisfaire son goût des armes en tirant à la cible avec un pistolet qu'on lui laissait et qui allait d'ailleurs lui valoir bien des ennuis.

D'autre part, la partie intellectuelle de son éducation lui plaisait infiniment : il se délectait à l'étude des « anciennes gloires romaines et grecques » et il sentait croître en lui l'amour de la liberté et le goût de l'indépendance.

Il écrivit plus tard :

« J'apprenais dans l'histoire romaine quelles avaient
« été autrefois la grandeur et la valeur de mon pays,
« et je m'imprégnais des principes de l'antique valeur
« républicaine. L'héroïsme des anciens Romains éveil-
« lait un écho dans mon cœur ; la gloire ancienne de
« mes ancêtres faisait trembler d'exaltation chacune
« de mes fibres, et, quand je pensais à l'état présent,
« alors, c'était un triste retour à la réalité... Je voyais
« les iniquités commises quotidiennement par les cen-
« turions, je voyais qu'un système abhorré de servi-
« tude régnait dans chaque coin de l'Italie, et, pour
« couronner tout cela, quand je regardais les unifor-
« mes blancs de l'armée autrichienne, j'éprouvais un
« sentiment inexprimable de haine contre les oppres-
« seurs de mon pays. »

Nous sommes en 1835 ; Orsini avait à ce moment-là seize ans.

Dès lors son parti était pris, il servirait la cause de la liberté ; on voulait faire de lui un prêtre, mais il

s'y refusa formellement : prières et menaces furent également inutiles.

Cette année-là, il eut avec un Autrichien une querelle à propos de la possession de son pistolet. Son oncle essaya d'arranger les choses, mais, avec toute sa haine, Orsini refusa de donner le baiser de la paix.

Quelques semaines plus tard, en nettoyant son fameux pistolet, il tua le cuisinier de son oncle : effolé, il se cacha jusqu'à ce que l'homme, avant de mourir, expliquât qu'il s'agissait d'un accident.

Puis sa vie continua, semblable, pendant deux ans. Il étudiait les philosophes anciens et contemporains ; il sortait avec des camarades et discutait avec eux ; il pratiquait les sports, et avant tout le sabre et le pistolet, dont il n'était pas guéri.

A dix-huit ans, il retourna chez son père, mais resta cependant sous la tutelle de son oncle. Son père, trop occupé par le deuxième foyer qu'il avait fondé, ne pouvait pas s'occuper de lui.

Pourtant, à la grande joie d'Orsini, il le fit entrer à la *Vente de la jeune Italie*, une des plus actives sociétés secrètes.

Quatre ans plus tard, le suicide inexpliqué de son cousin César Salvigni allait tourmenter le jeune homme et le plonger dans des méditations pessimistes dont ne réussirait à le tirer que l'amour de son idéal, l'indépendance italienne. Il écrivit à ce sujet :

« Je fus très affligé et fortement tenté de suivre son exemple ; pendant plusieurs nuits je lus et méditai les lettres de Rousseau concernant le suicide, mais

« réfléchissant heureusement à mes devoirs envers
« Dieu et mon pays, et étant devenu membre de la
« société appelée « Jeune Italie », je résistai à la ten-
« tation.. »

En 1843, un nouveau mouvement insurrectionnel se produisit à Barcelone. Orsini se procura un passeport dans l'intention de s'y rendre, et partit pour Florence ; mais son père, redoutant la colère de son oncle, l'empêcha d'y parvenir en lui faisant refuser un visa, et le renvoya à Imola.

Peu de temps après, nouveau soulèvement des libéraux exaspérés par les violences du gouvernement. L'insurrection fut réprimée d'une façon particulièrement sévère. Il en résulta une recrudescence de complots ; à peine les chefs en étaient-ils arrêtés qu'il s'en présentait de nouveaux.

C'est pendant cette période de troubles qu'Orsini allait, pour la première fois, faire connaissance avec la police.

Il avait alors vingt-quatre ans et était devenu amoureux d'une jeune fille dont il avait même pensé faire sa femme; mais, dit-il, « je pensais d'abord à mon pays et j'entrais dans les projets révolutionnaires de tout mon cœur ».

Il se mit en effet à conspirer, à échafauder des plans, et il se laissa même aller à écrire des papiers compromettants. Ceux-ci furent saisis chez un de ses amis, et le 1^{er} mai 1844 Orsini fut réveillé par le colonel Freddi qui venait l'arrêter avec quinze gendarmes pour le conduire en prison. « Je vis alors et je sentis

le fer du despotisme, écrivit-il, mais je restai ferme et calme. »

Les menaces de mort dont il fut l'objet, nous dit-il, au cours de ses nombreux interrogatoires, ne l'empêchèrent pas de refuser de donner la signification des papiers compromettants.

Il ne cesse d'ailleurs, dans son ouvrage, d'insister à tout propos et hors de propos sur le sacrifice qu'il avait fait de sa vie et sur le peu de prix qu'il y attachait quand il s'agissait de son idée.

Ce ne fut pourtant pas à la peine capitale que le condamna le Tribunal Suprême de Rome, mais aux galères à vie, pour conspiration et complot contre le gouvernement pontifical.

Il resta deux ans dans la forteresse de Civita Castellana. Au cours de son emprisonnement il tenta vainement de s'échapper à deux reprises.

Il fut amnistié le 13 juillet 1846 à l'occasion de l'avènement de Pie IX.

Il semble qu'au lieu de l'assagir, ce premier contact avec la prison n'ait fait que le persuader davantage de la grandeur de sa tâche et de sa valeur personnelle.

Il avait en effet fait la connaissance de Mazzini, l'agitateur italien, pour lequel il professait une ardente admiration. Une telle amitié ne pouvait guère contribuer à calmer l'âme tourmentée du jeune Orsini.

« Mazzini était, dit Armand Fouquier, un jeune homme aux allures mystiques, charlatan doublé de monomane ardent et habile, plein de fascinations étranges. »

Il devait plus tard vivre dans la banlieue de Londres entre deux jeunes Anglaises follement éprises de lui et qu'il avait épousées toutes les deux suivant le rite mormon, « pour ne pas leur faire de peine ».

Chef du carbonarisme, il ne groupait autour de lui que de jeunes enthousiastes qu'il envoyait à la mort sans aucun scrupule, au nom de l'indépendance italienne.

Après que la France fut intervenue en Italie en prenant le parti de l'ordre, Mazzini se fit l'apologiste de l'assassinat de l'Empereur, auquel il ne pardonna jamais d'avoir renié ses serments de carbonaro.

Inquiet et tourmenté, il écrivait à Thomas Emery :

« Ce que je suivais n'était peut-être pas une idée,
« mais mon idée, l'orgueil de ma conception, le désir
« de la victoire plutôt que l'intérêt de la victoire. Les
« jours pendant lesquels ces doutes me torturèrent
« l'âme je me sentis non seulement suprêmement et
« inexprimablement malheureux, mais comme un con-
« damné conscient de sa faute et incapable d'expiation.

« Un jour, je me réveillai enfin avec l'âme tranquille, l'intelligence rassérénée, comme lorsqu'on vient d'être sauvé d'un péril extrême. La nature semblait me sourire et me consoler. La lumière, comme une bénédiction, rafraîchissait la vie dans mes veines fatiguées, et la première pensée qui me vint fut celle-ci : ta tentation a été une tentation de l'égoïsme. Tu te méprends sur le sens de la vie ; la vie est une mission, toute autre définition est fausse

« et égare ceux qui l'acceptent. La religion de l'avenir
« sera au croyant. Sauve l'âme des autres et laisse à
« Dieu le soin de la tienne. »

On conçoit que de pareilles idées trouvèrent un écho chez Orsini qui en tira sa ligne de conduite. L'approbation de son idéal révolutionnaire par Mazzini qu'il considérait comme un saint ne pouvait être pour lui qu'un puissant stimulant.

Dès qu'il fut libéré par l'amnistie générale de 1846 il se jeta à nouveau à corps perdu dans toutes les conspirations.

Ce fut d'abord en Toscane qu'il se rendit ; mais en mai 1847 il en fut expulsé pour violences et menées anarchiques ; il ne tarda pas à y rentrer ; bientôt reconduit enchaîné à la frontière romaine il prit aussitôt part à une folle insurrection dans les Abruzzes.

Quand, quelques mois plus tard, la révolution de Milan, en mars 1848, aboutit grâce à Mazzini à la proclamation de la République à Rome, Orsini avait combattu au premier rang des révolutionnaires.

Il ne manqua pas d'ailleurs, dans ses mémoires, de publier, avec la naïveté qu'il avait lorsqu'il était en admiration devant lui-même, une sorte de certificat de bonne conduite que lui aurait décerné le colonel Zembeccari sous lequel il servait :

« Sentiments patriotiques élevés pour lesquels il
« (Orsini) encourut une condamnation aux galères à
« vie ; esprit cultivé ; beaucoup de courage et activité
« infatigable ; conduite exemplaire et excellente
« santé. »

C'est vers cette époque qu'Orsini se maria ; mais il semble que sa femme n'ait jamais tenu une bien grande place dans ses préoccupations, car c'est à peine s'il fait mention de son mariage.

La part qu'il avait prise à l'insurrection de Milan lui valut un poste de choix dans cette République pour laquelle il avait tant combattu ; il fut élu membre de la Constituante Romaine qui devait être le noyau de la Constituante Centrale de l'Italie chimérique de Mazzini.

Mais la République s'avéra anarchie et démoralisation. Il fallut envoyer des commissaires extraordinaires pour rétablir l'ordre ; Orsini fut envoyé à Ancône où il fit preuve d'une vigueur dans la répression qu'il se plut à exalter dans ses écrits, mais il oublia de mentionner que, grisé par le pouvoir, il s'y était livré à des excès qui, plus tard, en avril 1853, motivèrent sa condamnation par contumace prononcée par le Tribunal suprême de Rome, pour vol qualifié avec violences et pour concussion et usurpation d'autorité.

Il conspira encore à Gênes, à Nice, à Modène, puis la restauration du gouvernement pontifical l'obligea à prendre la fuite et ce fut à Londres qu'il chercha un refuge.

Il y retrouva Mazzini et se retrempa dans le fanatisme du chef de la « Jeune Italie », qu'il voyait quotidiennement. Aussi, en mars 1854, il repartait pour une nouvelle campagne de conspirations.

C'était en Suisse qu'il envoyait Mazzini, sous le nom de Tito Celsi, mais il échoua et dut se réfugier en

France. Trois mois plus tard il retourna en Suisse ; arrêté, il échappa à Coire aux gendarmes et s'en fut se cacher à Zurich sous le nom de Georges Herwagh. Il en repartit le 1^{er} octobre pour Milan d'où il se rendit à Vienne, puis à Hermanstadt.

Il semble qu'il ait été, à ce moment-là, en rapports avec l'agitateur hongrois Kossuth. Mais la police autrichienne avait éventé le conspirateur et Orsini fut arrêté à Hermanstadt ; transféré à Vienne, il fut emprisonné à Mantoue où il devait être jugé par une cour spéciale de justice pour crime de haute trahison. On le soupçonnait en effet de complot contre la vie de l'Empereur d'Autriche : on avait trouvé sur lui des instructions dans lesquelles il se proposait d'organiser une Compagnie de la Mort. Il fut condamné à la peine capitale.

Ce fut surtout de ces dernières épreuves qu'Orsini devait se vanter dans ses Mémoires. Il écrivit après son arrestation : « Je restais un moment à demi stupéfié
« par la grandeur de mon infortune, pourtant je n'eus
« jamais l'idée de me suicider. L'idée de souffrir et
« de mourir pour mon pays me rendait plus fort. Je
« n'aurais jamais commis un acte de couardise.

« Ce sont les actes d'un homme qui le déshonorent
« et non pas la mort ou les tourments que la tyrannie et le despotisme peuvent lui infliger. Je me rappelle que j'avais des devoirs envers ma famille,
« mon pays, mon Dieu, et je pensais que mon exemple pourrait être utile à mes compatriotes. Je pris
« donc la résolution de vivre. »

Avec le courage dont il fit toujours preuve il tenta de s'évader. Il échoua une première fois en faisant absorber de l'opium à ses gardiens; mais peu après, dans la nuit du 29 au 30 mars 1856 il réussit une évasion prodigieuse d'audace. Une amie fidèle, M^{me} Emma Sigezmund Herwegh, de Berlin, à qui d'ailleurs est dédié le récit de ses aventures, fit passer à Orsini une lime avec laquelle il scia ses barreaux; il tressa une corde avec du linge qu'il avait su dérober et s'échappa; mais la corde était trop courte de vingt pieds et il tomba dans le fossé plein d'eau qui entourait la forteresse de San Giorgio. Grièvement blessé au genou et au pied il allait être repris à l'ouverture des portes quand des chasseurs eurent pitié de lui et lui fournirent le moyen de franchir les fortifications et de chercher chez des amis politiques un asile sûr.

Il écrivit à Mazzini tous les détails de son évasion, ne manquant pas de souligner les témoignages d'admiration qu'avait suscitée son courage.

Un de ses sauveteurs lui aurait dit que l'opinion générale à Mantoue était que, s'il était repris, l'Empereur devrait lui donner une médaille et que toutes les femmes l'admiraient.

Cette lettre figure naturellement dans les Mémoires; elle fut publiée plus tard par le *Daily News*, accompagnée de remarques de l'éditeur, qui, étant donné leur caractère élogieux, figurent également dans les Mémoires.

Cependant Orsini préféra se soustraire à l'admiration générale et il n'attendit pas sa médaille; dès qu'il

fut rétabli il passa en Suisse et, de là, en Angleterre, à Londres, où il arriva au début de juillet 1856.

Il devait y résider jusqu'à l'attentat du 14 janvier 1858.

LE COMLOT CONTRE NAPOLÉON III

Peu après son arrivée à Londres Orsini se sépara de Mazzini. On ne connaît pas la raison exacte de cette brouille. Orsini prétendit plus tard qu'il trouvait les procédés révolutionnaires de Mazzini inutilement sanglants ; mais ses propres méthodes n'étaient guère plus douces, il l'avait montré à Ancône et devait le prouver à nouveau à Paris et ce n'est vraisemblablement pas là le vrai motif de leur séparation.

Toujours est-il qu'Orsini se trouva isolé et sans ressources, car il n'avait guère d'autre profession que celle de conspirateur.

Ce fut alors qu'il rédigea ses mémoires qui furent traduits en anglais par un nommé Carbonel.

Son évasion de la citadelle de Mantoue avait fait du bruit, les journaux avaient parlé de lui, il était connu, « tellement illustre, contait-il plus tard, que les femmes sortaient de leur maison pour me voir passer ».

Il exploita au mieux cette célébrité qui flattait son orgueil en donnant des conférences publiques au cours desquelles il lisait l'ouvrage qu'il venait de se consacrer et le commentait sans aucune espèce de modestie. Il gagnait ainsi largement sa vie ; ses conférences étaient, dit-il, très suivies et on payait cher pour y assister. Il lui restait de nombreux loisirs.

Comment utilisa-t-il cette demi-oisiveté à laquelle il était condamné par l'exil ? Ce fut évidemment en conspirant. Le succès de ses conférences ne lui suffisait pas ; il lui fallait des interlocuteurs directs à convaincre et à étonner. D'autre part, l'Idée, la grande Idée de l'indépendance italienne ne l'avait pas abandonné : il lui fallait travailler à sa réalisation. N'était-ce pas le seul but qu'il s'était fixé, et ne s'était-il pas maintes fois juré d'y consacrer toutes ses forces ?

Londres était à l'époque un asile de choix pour un conspirateur ; les éléments révolutionnaires n'y manquaient pas car la plupart des proscrits italiens et français s'y réfugiaient. Tous ces mécontents se retrouvaient au Café Suisse, tenu par un certain Giorgi.

Orsini ne fut pas long à découvrir ce petit café où l'attendait un auditoire tout prêt à l'approuver, à l'admirer et à se rallier à lui. Il en fut vite un des familiers.

Il semble que ce fut vers le milieu de l'année 1857 qu'il commença à considérer la suppression de Napoléon III comme un moyen d'assurer l'indépendance de sa Patrie. Il est vraisemblable que cette idée dont il revendiquait la paternité, il l'avait empruntée à Mazzini qui, pendant longtemps, avait prêché devant lui l'assassinat de l'Empereur.

Ce fut, en tous cas, à ce moment-là qu'il commença à la mûrir et à envisager son exécution.

Son raisonnement était bien simple : il expliqua plus tard, au cours de son procès :

« En examinant les conditions politiques de tous les

« gouvernements de l'Europe, je me suis arrêté à
« cette idée qu'il n'y avait qu'un homme en position
« de faire cesser cette occupation de mon pays par
« l'étranger et que cet homme était Napoléon III qui
« est tout-puissant en Europe. Mais son passé me don-
« nait la conviction qu'il ne voudrait pas faire ce qu'il
« pouvait, seul, faire. J'avoue donc franchement que je
« l'ai considéré comme un obstacle et je me suis dit
« qu'il fallait le faire disparaître... »

Et plus loin :

« Je me disais : quand il sera arrivé quelque chose
« à Paris cela abattra peut-être le système suivi en
« France quant à l'Italie et amènera sans doute un
« soulèvement dans mon pays. »

Dès que cette idée eut pris forme dans l'esprit d'Orsini, elle le remplît tout entier ; il ne cessa plus de penser à la réalisation de son projet. Il employa lui-même, au cours de son interrogatoire, l'expression de « hantise » et il parla de sa « manie ».

Mais il voulait réussir et ne rien laisser au hasard : il connaissait tous les aléas d'une conspiration et toutes ses difficultés d'exécution. Il aurait préféré agir seul et il pensa d'abord le faire. Il se serait introduit aux Tuileries et aurait tenté de poignarder l'Empereur ; mais les chances de réussite étaient si minces qu'il dut y renoncer.

Ce fut alors qu'il se rappela avoir vu dans un Musée, à Bruxelles, quelques années auparavant, des bombes qui devaient servir précisément contre Napoléon III. L'attentat avait échoué.

Dès lors sa décision fut prise : il allait construire des bombes perfectionnées, plus puissantes, et, aidé de quelques complices, puisque c'était indispensable, il les lancerait sur le passage de l'Empereur à la première occasion.

Il ne lui restait plus qu'à organiser les détails de l'attentat après avoir fait fabriquer les bombes et après s'être procuré les complices. Il s'y consacra sans répit.

Ce fut naturellement au Café Suisse qu'il chercha les éléments nécessaires à l'élaboration du complot.

Parmi les bruyants habitués du Café Suisse se trouvait un Français nommé Simon Bernard qui avait eu lui-même une vie fort aventureuse.

Il avait d'abord fait quelques études en médecine, puis, couvert de dettes et à bout de ressources, avait réussi à se faire nommer à titre provisoire chirurgien aide-major de la marine militaire. Il prit part à ce titre à une expédition au retour de laquelle il se fit l'apôtre des doctrines révolutionnaires. Dès lors sa vie fut des plus mouvementées : d'abord directeur d'un journal d'opposition à Castres, il s'associa ensuite à un dentiste ambulancier ; après avoir enlevé à celui-ci sa femme et sa caisse il alla exercer illégalement la médecine à Barcelone. Il y conspira et faillit être passé par les armes ; sauvé par l'intervention du consul de France, M. de Lesseps, il ne cessa plus de comploter, fondant et organisant de tous côtés des Clubs qui lui valurent le surnom de Bernard le Clubiste.

Il fut finalement obligé de se réfugier en Angleterre

pour se soustraire à l'exécution des nombreux arrêts de cours d'assises rendus contre lui.

Bernard fut pour Orsini un aide précieux : il lui trouva des complices et lui fournit le moyen de se procurer des bombes.

Orsini avait imaginé des perfectionnements aux engins qu'il avait remarqués à Bruxelles. Il en fit exécuter un modèle en bois par un tourneur, mais sa qualité d'étranger pouvait l'empêcher de trouver en Angleterre un fabricant qui consentît à lui donner son concours. Il fallait un Anglais. Bernard lui assura la complicité d'un nommé Thomas Allsop.

Cet Allsop dont Orsini devait plus tard emprunter le nom était un des plus ardents chartistes de l'Angleterre. Il se chargea de la commande et, sous la dictée d'Orsini, écrivit à un de ses amis, M. Taylor, ingénieur mécanicien à Birmingham, une note contenant toutes les instructions utiles à la fabrication de six bombes.

Mais ni Bernard, ni Allsop ne devaient participer à l'attentat. Trois autres complices furent choisis pour en courir les dangers : un aventurier, un imbécile et un déclassé : Pieri, Gomez et de Rudio. Aucun d'entre eux n'avait la classe ni le courage d'Orsini ; ils participèrent à son crime pour de l'argent, sans avoir la foi qui l'animait et en se moquant bien de l'indépendance italienne.

Pieri naquit en Toscane en 1808. A l'âge de vingt-deux ans il se prétendait étudiant en droit ; il menait une vie déréglée et turbulente. Le vol d'une montre

qu'il engagea ensuite au Mont-de-piété pour régler une dette de jeu l'amena une première fois devant le tribunal ; au cours de ce procès une fille avec laquelle il avait vécu en concubinage déclara qu'elle avait dû le quitter pour n'être pas dépouillée par lui.

A l'âge de trente-trois ans, soupçonné d'un nouveau vol, il vint en France et se maria à Lyon ; mais sa femme, maltraitée par lui, dut s'enfuir et se réfugier à Paris où, exerçant la profession de femme de ménage, elle vivait encore avec ses deux enfants au moment du procès.

En 1848 on retrouva Pieri sur les barricades ; expulsé de France il retourna en Italie où, Major d'un corps franc, il se livra à tant de délits et de brigandages qu'on lui retira son grade. Il tenta alors de revenir en France mais on prit contre lui un arrêté d'expulsion qui l'obligea à s'exiler à Birmingham où il s'improvisa professeur de langues.

C'était, on le voit, un aventurier se plaisant dans le désordre et toujours à l'affût d'un mauvais coup. Il accepta avec enthousiasme de se joindre à une entreprise comme celle d'Orsini qui comportait, certes, des risques, mais qui pouvait rapporter gros si l'on réussissait et si l'on savait reconnaître ses services.

Pieri fut le seul de ses trois complices qu'Orsini entretint quelquefois des détails de son projet. Il n'avait pourtant pas en lui une confiance absolue et au moment de l'attentat il prit soin de le surveiller étroitement.

Les deux autres ne furent que des comparses.

Le Napolitain Gomez était un pauvre hère sans aucun caractère ; il était âgé de vingt-neuf ans.

Ne sachant rien faire il s'était engagé dans notre Légion Etrangère, mais au premier bruit de guerre son instinct de conservation avait parlé très haut et il avait essayé de se glisser comme infirmier dans un hôpital ; il avait finalement trouvé encore plus sûr de se faire remplacer moyennant le paiement d'une somme de trois cents francs.

Il fut ensuite garçon de service à bord d'un paquebot de la Méditerranée, puis condamné à six mois de prison pour abus de confiance, il s'enfuit à Londres où il essaya de gagner sa vie comme garçon de café.

On lui donna six cents francs, on lui en promit dix mille après la réussite : c'était plus qu'il n'en fallait pour s'en faire un allié ; il ne demanda pas d'autres détails.

Le troisième complice, le comte Charles de Rudio inspire pour sa part beaucoup plus de pitié. Il était le descendant d'une vieille famille italienne dont il faut suivre la déchéance pour comprendre comment il devint un assassin.

Son aïeul avait été préfet à Bellune sous le Consulat et le Premier Empire. Son oncle avait servi la France sous le drapeau italien contre l'Autriche ; à la suite de la défaite française les traités rendirent l'Italie à l'Autriche et tous ceux qui avaient servi la France tombèrent en disgrâce.

Charles de Rudio naquit donc dans la gêne. Son oncle maternel réussit pourtant à le faire entrer au

Collège militaire de Milan, puis à l'Ecole des Cadets. Lorsque la révolution italienne de 1848 éclata, l'enfant avait quinze ans ; il crut prendre sa revanche contre l'Autriche et prit le parti de l'indépendance de son pays.

L'échec de l'insurrection l'obligea à fuir à l'étranger, en Suisse, puis en Angleterre, puis à Barcelone où il vécut misérablement. Il passa de là en Angleterre où il donna quelques leçons d'italien et d'allemand. En 1855 il épousa une petite ouvrière âgée de seize ans, Elise Booth, dont il eut un enfant sans tarder; dès qu'elle fut enceinte, la femme de De Rudio fut congédiée de la maison où elle travaillait : lui-même perdit ses leçons une à une.

Ce fut ainsi qu'il se trouva en 1857 dans une misère épouvantable, ayant à sa charge une jeune femme et un bébé. Il écrivit alors à Pieri la lettre suivante :

« ... Pour ne pas laisser mourir de faim mon pau-
« vre enfant et ma femme j'ai mis en gage mon uni-
« que paletot, m'enfermant chez moi jusqu'à ce que
« la providence le fasse dégager ; et ce qui m'épou-
« vante le plus, c'est que samedi prochain, si je ne
« paie pas ma chambre, je serai dans la rue à mourir
« d'inanition (pensée lugubre et épouvantable). Ce
« sont là les circonstances qui actuellement m'envi-
« ronnent, et si vous, cher citoyen, ne venez pas m'ai-
« der, je suis sur le point de tomber dans l'abîme des
« plus cruels malheurs... Cependant, cher citoyen, je
« nourris encore l'espérance que, si vous le pouvez,

« vous viendrez m'aider de tout votre cœur. Je vous
« en serai toujours le même et tout à vos ordres, en
« quelque temps, en quelque lieu et pour quelque
« chose que ce soit. » Il avait alors vingt-cinq ans.

On pense bien que Pieri ne laissa pas échapper une si belle occasion d'avoir un complice à bon compte. Il enrôla De Rudio moyennant trois cents francs et la promesse que sa femme recevrait chaque semaine douze schellings.

Toutefois, comme on craignait que De Rudio n'acceptât pas de commettre un pareil crime, il ne devait connaître la véritable nature du complot qu'à Paris où il rejoindrait les autres conjurés.

Pendant qu'on lui cherchait des complices Orsini n'était pas resté inactif. Son enthousiasme n'avait fait que croître. Il était de plus en plus convaincu de la grandeur de sa tâche, toujours plus sûr qu'il travaillait au bien de l'humanité, toujours plus sûr de lui : « On verra ce que je suis capable de faire », disait-il.

Il s'était procuré de faux passeports et s'était occupé du passage des bombes à la douane. Le frère du patron du Café Suisse, Giorgi, devait aller s'engager à Bruxelles dans un café : on lui confia les bombes, démontées, en lui disant que c'étaient des appareils à gaz d'un nouveau modèle. Il les passa sans méfiance, paya même les droits de passage à la frontière belge et Bernard prit livraison du colis à Bruxelles.

Orsini l'y rejoignit sous le nom d'Allsop. Il y acheta un cheval de selle qu'il fit accompagner à Paris par

un certain Zeghers, ami de Giorgi et innocent complice auquel il confia ses appareils à gaz. A l'insu de Zeghers il voyagea dans le même train, portant sur lui deux livres de poudre fulminante qu'il était obligé d'humecter de temps à autre de crainte d'explosion et que, dans sa hâte que tout fût prêt, il allait avoir la folle imprudence de faire sécher devant le feu, quelques jours plus tard.

A Paris tout se passa le mieux possible : Orsini et ses complices étaient passés inaperçus, les bombes étaient là, il ne restait plus qu'à attendre l'occasion d'agir.

Pendant ces quelques jours qui précédèrent l'attentat Orsini ne se tint plus d'impatience. Il se sentait pris d'une véritable haine contre Napoléon III. Il recherchait toutes les occasions de le rencontrer, le suivait partout et s'étonnait ensuite qu'il n'eût pas peur.

Benvenuto Cellini écrivit dans ses Mémoires que : « désirant éperdument se venger d'un homme et préméditant avec délices de le tuer, il suivait son ennemi en tous lieux, pas à pas, et sans cesse le contemplait de tous ses yeux, comme un amant sa maîtresse. »

Le 14 janvier au matin les complices apprirent qu'ils auraient le soir même l'occasion d'exécuter leur projet. La journée fut longue pour tous, sauf peut-être pour Gomez qui ne pensait qu'à boire et se rendait à peine compte de la gravité de l'acte qu'ils allaient commettre.

Entre six et sept heures ils étaient réunis chez Orsini. Ils burent une bouteille de vin chaud apportée par

Gomez ; De Rudio reçut ses trois cents francs ; puis ils reçurent les dernières instructions d'Orsini et se partagèrent les engins : Gomez et de Rudio prirent les deux plus gros projectiles, Orsini les deux plus petits, Pieri prit le dernier.

Vers huit heures ils se mirent en route et tout le long du trajet Orsini ne cessa de surveiller ses comparses : de Rudio était bien pâle ; Pieri se tenait en arrière « et, dit Orsini, faisait l'effet d'un homme qui voudrait désertter ». Tous surveillaient Gomez.

Ils arrivèrent enfin à l'Opéra et se disposèrent dans la foule comme il avait été convenu.

On sait comment Pieri fut arrêté.

La voiture impériale apparut enfin ; sur l'ordre d'Orsini, Gomez lança sa bombe, puis Orsini la sienne, puis De Rudio.

L'épouvantable massacre que nous avons décrit en résulta. Les conjurés s'enfuirent dans le désordre ; nous avons fait le récit de leur arrestation.

LE PROCÈS

Orsini et ses trois complices furent jugés peu après leur arrestation, le 25 et le 26 février 1858.

Au cours de l'instruction et au cours du procès Orsini garda l'attitude qu'il avait toujours eue pendant sa vie.

Il ne manqua pas de se donner comme un bienfaiteur de l'Italie ni de souligner le bien qu'il avait fait à Ancône lorsqu'il y était commissaire extraordinaire. Mais s'il fut toujours d'accord avec lui-même pour faire étalage de toutes les vertus qu'il s'attribuait, il fut par contre souvent en contradiction, au cours de ses interrogatoires, avec sa déposition précédente. Ce fut ainsi qu'il commença par nier toute participation au crime, puis il fit quelques aveux qu'il rétracta ensuite, pour les reproduire avec plus d'étendue un peu plus tard ; enfin le 9 février il fit une confession complète, mais quelques jours après il écrivit au Procureur Général une lettre dans laquelle il tentait de ressaisir ses aveux.

De même son attitude à l'égard de ses coaccusés varia plusieurs fois.

Le 9 février, il disait :

« Je ne vois pas pourquoi je prendrais sur moi la
« responsabilité de ce qu'ils ont pu faire, et je trouve

« juste que chacun garde la part qui lui appartient...
« Pieri, Gomez et De Rudio ne sont pas des enfants à
« séduire comme ils voudraient le faire supposer. Ils
« savaient de quoi il s'agissait lorsqu'ils sont venus
« en France ; quant à moi, je prends la responsabi-
« lité de ce qui me regarde et je suis prêt à mourir. »

Plus tard, au contraire, il abandonnait toute hostilité et ne semblait plus leur en vouloir de l'avoir dénoncé. (On se rappelle que Gomez, dans son affolement, avait avoué qu'il était le domestique d'un Anglais nommé Allsop, et que ce renseignement avait contribué à hâter l'arrestation d'Orsini.)

« Quant je me suis vu trahi par eux, dit-il au cours
« du procès, j'ai eu quelque sentiment de vengeance
« contre eux et je les ai accusés, mais aujourd'hui je
« regrette toute circonstance qui pourrait aggraver la
« position de mes coaccusés, je rétracte tout ce que
« j'ai pu dire contre eux et j'offre ma personne en
« sacrifice à mon pays. »

S'il était sincère en accusant ses complices, Orsini l'était certainement aussi en essayant plus tard de diminuer les charges relevées contre eux.

Nous ne devons pas nous en étonner, car dès qu'il eût compris que sa carrière de conspirateur était terminée et que, cette fois, il ne pourrait plus s'évader, il se résigna facilement à son destin. C'est peut-être « il s'enthousiasma » que nous devrions dire : la dernière phrase que nous avons citée ne traduit-elle pas le désir de s'immoler ? Faute d'avoir pu réussir, quoi de plus grand pour l'apôtre d'une grande Idée que de

mourir pour elle ?... Cet honneur ne serait-il pas rendu plus glorieux encore s'il n'était pas partagé ? D'autre part, ce geste de générosité, accompli en public, devant une salle comble, ne pouvait que séduire un esprit aussi sensible à la mise en scène.

Après l'interrogatoire des trois autres accusés — nous en parlerons plus loin — et après lecture du réquisitoire, M^e Jules Favre, défenseur d'Orsini, prit la parole.

Il s'attacha à mettre en valeur le rôle de l'hérédité du criminel, celui de l'agitation politique de son pays pendant son adolescence ; il fit presque œuvre de médecin légiste en faisant ressortir le monoidéisme d'Orsini ; puis, après avoir exalté les qualités indiscutables de courage dont l'accusé avait fait preuve durant toute sa vie, il termina sa superbe plaidoirie en sortant une lettre de sa serviette et en s'écriant, à la stupéfaction générale :

« Tenez, il a laissé son testament, sa prière, dans
« un écrit adressé de sa prison à l'Empereur, écrit que
« je vais vous lire après en avoir obtenu la permis-
« sion de celui-là même à qui il a été adressé. Voici
« comment il est conçu :

A Napoléon III, Empereur des Français,

Les dépositions que j'ai faites contre moi-même dans ce procès politique, intenté à l'occasion de l'attentat du 14 janvier sont suffisantes pour m'envoyer à la mort, et je la subirai sans demander grâce, tant parce

que je ne m'humilierai jamais devant celui qui a tué la Liberté naissante de ma malheureuse patrie, que parce que, dans la situation où je me trouve, la mort est pour moi un bienfait.

Près de la fin de ma carrière, je veux néanmoins tenter un dernier effort pour venir en aide à l'Italie, dont l'indépendance m'a fait jusqu'à ce jour braver tous les périls, aller au-devant de tous les sacrifices. Elle fait l'objet constant de toutes mes affections, et c'est cette dernière pensée que je veux déposer dans les paroles que j'adresse à Votre Majesté.

Pour maintenir l'équilibre actuel de l'Europe, il faut rendre l'Italie indépendante ou resserrer les chaînes sous lesquelles l'Autriche la tient en esclavage. Demandai-je pour sa délivrance que le sang des Français soit répandu pour les Italiens ? Non, je ne vais pas jusque-là. L'Italie demande que la France n'intervienne pas contre elle; elle demande que la France ne permette pas à l'Allemagne d'appuyer l'Autriche dans les luttes qui vont peut-être bientôt s'engager.

Or c'est précisément ce que Votre Majesté peut faire si Elle veut. De cette volonté dépendent le bien-être ou les malheurs de ma patrie, la vie ou la mort d'une nation à qui l'Europe est en grande partie redevable de sa civilisation.

Telle est la prière que, de mon cachot, j'ose adresser à Votre Majesté, ne désespérant pas que ma faible voix ne soit entendue. J'adjure Votre Majesté de rendre à ma patrie l'indépendance que ses enfants ont perdue en 1849 par la faute même des Français. Que Votre Ma-

*jesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels
était mon père versèrent avec joie leur sang pour Na-
poléon le Grand partout où il lui plut de les conduire,
qu'Elle se rappelle qu'ils lui furent fidèles jusqu'à sa
chute, qu'elle se rappelle que tant que l'Italie ne sera
pas indépendante, la tranquillité de l'Europe et celle de
Votre Majesté ne seront qu'une chimère. Que Votre
Majesté ne repousse pas le vœu suprême d'un patriote
sur les marches de l'échafaud, qu'elle délivre ma pa-
trie, et les bénédictions de vingt-cinq millions de ci-
toyens la suivront dans la postérité.*

11 février 1858.

De la prison de Mazas.

FÉLIX ORSINI.

On a discuté et on discute encore au sujet de cette lettre. D'aucuns prétendent qu'elle ne fut jamais écrite par Orsini, mais qu'elle ne fut entre les mains de Jules Favre qu'un artifice de plaidoirie rédigé pour les besoins de la cause.

D'autres vont jusqu'à dire que Napoléon III l'aurait fait rédiger par son préfet de police Pietri et par Jules Favre dans l'intention de justifier par les allusions menaçantes à sa tranquillité personnelle qu'elle contient les fameuses « lois de Sûreté générale » déjà préparées.

Nous ne sommes pas de cet avis :

Si Napoléon III avait éprouvé le besoin de justifier la promulgation de ces lois, la suite d'attentats qui l'avaient visé aurait été un prétexte suffisant. D'au-

tre part, les uns et les autres se basent pour soutenir leur opinion sur le style sonore et théâtral de cette lettre, qui ressemble à un morceau d'éloquence et ne paraît pas le fait d'un assassin. Mais ce style, précisément, nous semble signer la lettre : l'étude de la vie d'Orsini ne nous a-t-elle pas montré à quel point la grandiloquence lui était nécessaire et combien il se plaisait aux discours théâtraux. C'est le style même des Mémoires.

Orsini, disent-ils, n'aurait pas été capable d'écrire un français si pur.

Il n'est pas impossible qu'il se soit fait aider dans la rédaction de sa lettre, mais il nous semble bien que les idées soient de lui. Elles s'accordent tellement bien avec ce que nous connaissons de son caractère, que l'épître à l'Empereur nous apparaît comme la dernière conférence publique d'Orsini.

La dernière, non, car avant de mourir il écrivit une seconde fois à Napoléon III :

*A Sa Majesté Napoléon III, Empereur
des Français.*

Sire,

Que Votre Majesté ait permis que ma lettre du 11 février eût été rendue publique, voilà qui démontre bien clairement, outre Sa générosité, combien les vœux formés en faveur de ma patrie rencontrent d'écho en Son cœur : et ce n'est pas un petit réconfort pour moi, qui

vais mourir, de voir à quel point Votre Majesté est animée par des sentiments vraiment italiens.

Dans peu d'heures, je ne serai plus : avant que de rendre mon dernier souffle, je veux qu'on sache, et je déclare avec une franchise et un courage qui ne se sont jamais démentis jusqu'à ce jour, que l'assassinat, de quelque prétexte qu'il se couvre, n'entre pas dans mes principes, quoique par une fatale aberration je me sois laissé aller à organiser l'attentat du 14 janvier. Non, l'assassinat politique ne fut jamais mon système, et je l'ai combattu au péril de ma vie, tant par des écrits que par des faits publics, alors qu'une mission de gouvernement me permettait de le faire.

Que mes compatriotes, au lieu de compter sur ce moyen de l'assassinat, le rejettent loin d'eux au contraire. Qu'ils apprennent d'un patriote prêt à mourir que leur libération doit être conquise par l'abnégation, la continuelle unité des efforts et des sacrifices, ainsi que par l'exercice de la véritable vertu civique : qualités qui germent déjà parmi les plus jeunes et actifs de mes compatriotes, qualités qui seules parviendront à rendre l'Italie libre et digne de cette gloire que lui ont prodiguée nos ancêtres.

Je meurs, et vais le faire avec calme et dignité, mais je veux qu'en même temps ma mémoire ne demeure souillée par aucune vilénie.

Quant aux victimes du 14 janvier, je leur offre mon sang en holocauste, et prie les Italiens, devenus un jour indépendants, de dédommager tous ceux qui auront souffert par ma faute.

Que votre Majesté me permette en finissant de demander grâce de la vie, non certes pour moi, mais pour les deux complices condamnés avec moi.

Avec le plus profond respect, etc...

FELICE ORSINI.

Prison de la Roquette, 11 mars 1858.

Bien que cette dernière lettre soit postérieure au procès, nous avons tenu à la reproduire à côté de la première, car on l'a également suspectée d'avoir été rédigée sur l'ordre de Napoléon III, et cette fois avec l'intention de la faire publier par la *Gazette officielle du Piémont* pour amorcer un retour à une politique italienne favorable à l'indépendance.

Les partisans de cette opinion s'appuient sur le même argument de style que pour la première lettre.

Notre réponse est aussi la même : l'emphase était un des éléments inhérents au style d'Orsini : nous avons cité assez de passages de ses Mémoires pour le montrer.

Quant aux idées qu'il exprime cette fois, elles pourraient paraître surprenantes : Que viennent faire ces regrets tardifs ? L'accusé ne donna pas le moindre signe de remords au cours du procès. Comment arriva-t-il, surtout, à se désavouer en condamnant l'assassinat politique ?

Il ne faut pas oublier que l'idée directrice de sa vie fut l'indépendance italienne et non l'assassinat de Napoléon III, qui n'en fut qu'un épiphénomène. Il

n'aurait jamais désavoué sa vie de conspirations dont il était fier. Il est possible qu'Orsini ait été touché par l'autorisation que donna Napoléon III d'utiliser sa première lettre, et que ses regrets aient été sincères ; c'est pourtant peu probable. Il est plus vraisemblable qu'il ait voulu s'attirer les dernières admirations qui auraient pu lui échapper. Ne considérerait-il pas cette dernière lettre comme son dernier acte de générosité ? et ne faut-il pas lire :

« Puisque Votre Majesté se range à mes sentiments,
« puisqu'Elle fait preuve de bonne volonté, je Lui
« pardonne le passé. Votre Majesté est sur la bonne
« voie, grâce à moi, puisque je vais mourir ; qu'Elle
« n'oublie jamais la générosité d'un héros et qu'Elle
« s'en montre digne en continuant à travailler pour
« mon Idée. Je ne regretterai rien, si ce n'est d'avoir
« fait d'innocentes victimes. »

Du reste la condamnation de l'assassinat politique par Orsini n'est pas un fait nouveau : il avait écrit plusieurs pages pour le combattre peu avant d'organiser celui du 14 janvier. Ce ne fut pas la seule fois que sa conduite fut en contradiction avec ses idées. Nous y reviendrons.

Il est indéniable que la politique italienne de la France fut modifiée après l'attentat et surtout après le procès. Pourquoi vouloir que Napoléon III y ait trouvé un prétexte à une nouvelle orientation déjà décidée ? Pourquoi ne pas se rappeler plus simplement, qu'étant jeune il avait été carbonaro, et que son frère Napoléon Louis était mort à ses côtés, en

1831, en combattant pour l'indépendance italienne, à laquelle ils avaient consacré tous les deux leur adolescence. Pourquoi ne pas penser que les appels d'Orsini réveillèrent un enthousiasme mal éteint et furent, non pas le prétexte, mais la cause même d'une nouvelle attitude dictée peut-être par quelques remords ?

Nous n'insisterons pas davantage sur ces deux lettres. Nous voulions seulement établir notre opinion qui est que rien, dans la psychologie d'Orsini, ne s'oppose à ce qu'il en soit l'auteur.

Revenons à notre procès.

L'interrogatoire des complices fut tel qu'on pouvait l'attendre : Gomez se montra maladroit, Pieri fut ergoteur et insupportable, De Rudio seul, fit une impression favorable par son calme et sa sincérité.

Voici quelques passages de leurs interrogatoires respectifs :

Gomez. — M. Orsini m'a dit qu'il se rendait dans la rue Le Peletier, à l'Opéra, où l'Empereur devait aller le soir, qu'il s'y rendait pour tuer l'Empereur, que je devais le suivre et qu'arrivé dans la rue Le Peletier je jetterais ma bombe au milieu de l'escorte impériale.

Le Président. — Et vous avez trouvé cela tout simple ?

Gomez. — Je ne connaissais pas les conséquences de ce qu'on allait faire ; j'étais domestique, on me donnait un ordre, j'obéissais.

Le Président. — ... Vous ne vous seriez pas douté des malheurs que vous alliez causer ?

Gomez. — Non, Monsieur.

.....
Le Président. — Vous persistez à dire que vous ne saviez pas que ces bombes étaient destinées à tuer l'Empereur. Ne cherchez pas à nous tromper ; vous n'êtes pas un homme dénué d'intelligence. Orsini a dit de vous qu'on ne devait pas vous considérer comme un enfant.

Gomez. — M. Orsini peut dire ce qu'il veut ; s'il veut mourir, il est libre ; moi, je dis ce que je sais et ce qui est vrai.

L'interrogatoire entier fut sur ce ton.

Pieri fut moins pusillanime, mais il fut odieux. Il passa son temps à éluder les points importants en s'arrêtant longuement sur des détails insignifiants.

« Vous voyez bien, Monsieur le Président, que nous
« n'arriverons jamais à rien de bon de cette manière.
« Nous allons du commencement à la queue ; nous
« ne mettons pas de logique dans la discussion ; je
« suis sûr que nos explications n'amèneront jamais
« rien. »

.....
« Voyez comme nous embrouillons tout, faute de pro-
« céder par ordre. Si vous me laissiez raconter les faits,
« cela vaudrait beaucoup mieux, croyez-moi. »

.....
« Nous allons encore nous perdre dans les détails,
« c'est désagréable. J'aurais mieux aimé raconter tout
« de suite tout ce qui me regarde selon ma mémoire et
« ma capacité. »

Il prétendit qu'Orsini ne lui avait jamais parlé du projet de tuer l'Empereur :

« Jamais, Monsieur ; nous avons parlé académiquement d'une foule de choses, mais jamais de complot du genre qu'on veut dire. »

Interrogé sur la raison qui l'obligeait à porter des armes, il répondit qu'il avait la bombe sur lui parce qu'il voulait l'essayer à la barrière des Martyrs, voulant en avoir de semblables pour les barricades en cas de révolution en Italie. Quant au revolver et au poignard, il les aurait eus sur lui pour se défendre contre Orsini, avec lequel il voulait rompre et qu'il n'avait pas l'intention de suivre à l'Opéra.

On le voit, sa défense ne fut pas très solide. Il se montra si lâche que De Rudio, outré, rectifia spontanément certains de ses mensonges.

Ce dernier fut sobre dans sa défense, très simple et sincère jusque dans les moindres détails. Il ne chercha pas à se faire une excuse de la misère où il se trouvait. Il paraissait plutôt honteux de sa déchéance. Le seul fait qu'il invoqua à sa décharge fut qu'il n'eut connaissance de la nature exacte du complot qu'après son arrivée en France. « ... J'ai dû aller jusqu'au bout, je me suis sacrifié à l'amour propre et pour ne pas être appelé traître. »

Après lecture du réquisitoire, les avocats prirent la parole. Nous avons vu comment M^e Jules Favre présenta la défense d'Orsini. Ce ne fut pas sans répugnance que M^e Nogent Saint-Laurent plaida pour Pieri : « La défense, c'est moi pour Pieri ; je suis nommé d'office

pour cela. Ainsi donc il me faudra comprimer toutes mes opinions, toutes mes affections politiques. Il faudra dominer l'émotion qui me gagne au souvenir de ce pavé couvert de morts et de blessés. Je suis le soldat de la loi : l'ordre est donné, je vais à mon poste pour y faire mon devoir. » La seule défense qu'il présenta et, à vrai dire, il ne pouvait guère faire autrement, fut que Pieri, arrêté avant l'attentat, n'y avait pas participé.

M^e Nicolet, avocat de Gomez, s'attacha à combattre le grief de préméditation. « La complicité de Gomez n'a précédé le crime que de quelques instants, puisqu'il semble établi qu'il n'était pas du complot. Il a obéi au trouble et à l'égarement soudain en face de l'ordre. »

Le défenseur de De Rudio, M^e Mathieu, fit un long appel à la pitié, retraçant la vie douloureuse de l'accusé et insistant sur le fait que la nature du complot ne lui fut révélée qu'à Paris.

Le premier Président lut alors les nombreuses questions sur lesquelles le jury allait avoir à se prononcer. Celui-ci se retira et, après deux heures de délibération, rentra en séance, répondant oui à 148 questions sur 173. Les circonstances atténuantes furent admises, en faveur de Gomez.

Les accusés furent ramenés à leur banc, et le greffier leur donna lecture du verdict du jury. Le procureur général requit application de la loi. Puis le premier président demanda aux accusés s'ils avaient

quelque observation à faire sur l'application de la peine.

— Non, répondirent-ils tous, à l'exception de De Rudio, qui s'écria :

— J'implore la clémence de nos juges

Après délibération, la Cour rentra en séance et le premier Président prononça, dans le profond silence de l'auditoire, un arrêt condamnant Orsini, Pieri et De Rudio à la peine des parricides (1), Gomez aux travaux forcés à perpétuité.

Le premier Président avertit les condamnés qu'ils avaient trois jours pour se pourvoir en cassation. Ils se retirèrent sans prononcer une parole.

Le lendemain, ils signèrent leur pourvoi, qui fut rejeté le 11 mars.

La peine de De Rudio fut commuée, grâce à l'intervention de l'Empereur, en celle des travaux forcés à vie.

Pieri et Orsini furent exécutés le 13 mars. Voici le compte rendu de leur exécution, publié par la *Gazette des Tribunaux* :

« Orsini et Pieri ont subi leur peine aujourd'hui, à sept heures du matin, place de la Roquette.

« Durant leur séjour à la prison de la Roquette, où ils avaient été transférés après avoir formé leur

(1) Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir. Il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation, et il sera immédiatement exécuté à mort. (*Code pénal.*)

« pourvoi en cassation, Orsini et Pieri ont conservé le
« caractère et l'attitude qu'ils avaient durant tout le
« cours des débats.

« Orsini, impassible et calme, parlait peu et restait
« presque complètement plongé dans une méditation
« silencieuse ; dans ses rares entretiens, et lorsqu'il
« parlait de son procès, il disait qu'il n'avait pas une
« seule plainte à faire contre la justice française et
« que tous les magistrats avaient loyalement fait leur
« devoir.

« Il avait accueilli avec une respectueuse déférence
« les visites de M. l'abbé Hugon, aumônier de la pri-
« son, et avait écouté de même les exhortations de
« l'honorable ecclésiastique.

« Il ne prenait qu'un repas par jour et avait de-
« mandé, pour toute faveur, qu'on augmentât un peu
« sa ration de vin.

« Pieri était en proie à une surexcitation continuelle,
« il parlait et gesticulait sans cesse, discutant sur
« toute chose avec ses gardiens et cherchant même
« un sujet de controverse dans les paroles que lui
« adressait l'aumônier.

« C'est hier que l'ordre d'exécution a été donné.

« Depuis huit jours, un grand nombre de curieux
« se rendaient chaque matin sur la place de la Ro-
« quette. Beaucoup d'entre eux y passaient même la
« nuit dans l'attente de l'exécution. La nouvelle du
« rejet du pourvoi par la Cour de Cassation s'étant
« répandue dans la soirée de jeudi, la foule était de-
« venue plus considérable hier. Ce matin, dès cinq

« heures, elle était déjà immense, et elle a constam-
« ment augmenté jusqu'à sept heures.

« L'échafaud a été dressé à la lueur des torches.

« A cinq heures du matin, plusieurs escadrons de
« cavalerie sont venus prendre position aux abords
« de la prison. Des piquets de la garde de Paris ont
« été placés à l'embouchure des rues perpendiculaires
« à la rue de la Roquette, depuis les rues Basfroi et
« Popincourt.

« Hier, dans la soirée, un juge d'instruction et un
« substitut du Procureur impérial se sont rendus à
« la prison pour recevoir les déclarations des con-
« damnés, dans le cas où ils auraient à en faire.

« Ce matin, à six heures, M. le Directeur du dépôt
« des condamnés et M. l'abbé Hugon, aumônier de
« cette prison, se sont présentés dans la cellule d'Or-
« sini, et lui ont annoncé que le moment fatal était
« arrivé. Orsini s'est borné à répondre qu'il était prêt.

« M. le Directeur et M. l'abbé Nottelet, aumônier
« de la Conciergerie, sont ensuite entrés dans la cel-
« lule voisine, qui était celle de Pieri, et lui ont an-
« noncé qu'il fallait se préparer à mourir. A cette
« nouvelle Pieri a été agité comme par un mouve-
« ment convulsif, et, d'un air qu'il s'efforçait de ren-
« dre assuré, il a demandé à déjeuner et a témoigné
« le désir qu'on lui servît du café et du rhum.

« Il a pris ces aliments au milieu d'une agitation
« fébrile, qui se traduisait par des gestes saccadés et
« par des éclats de voix.

« Après avoir bu le café et le rhum qu'on lui avait

« servis, il a demandé avec instance, et comme avec
« colère, qu'on lui redonnât ou du rhum ou du vin.

« Aux paroles de l'abbé Nottelet Pieri répondait par
« des interruptions qui dénotaient le trouble de sa
« pensée.

« Orsini, qui avait refusé de prendre aucun ali-
« ment, a seulement demandé un verre de rhum, et
« il a prié le Directeur de lui permettre de le boire
« à sa santé et à son bonheur.

« Les deux patients ont ensuite été conduits à la
« chapelle où ils ont fait une courte station.

« Orsini, dont M. l'abbé Hugon avait reçu la veille
« la confession, s'est agenouillé avec recueillement
« près de l'aumônier.

« Pieri s'est également agenouillé, et à ce moment
« seulement, il est resté calme et silencieux.

« Bientôt après, ils ont été amenés dans une pièce
« voisine du greffe et livrés à l'exécuteur de Paris,
« qui était assisté par l'exécuteur de Rouen.

« Orsini a conservé, pendant les derniers prépara-
« tifs, son calme et son impassibilité. Il n'a prononcé
« qu'un mot en italien, pour dire à Pieri d'être calme.
« Pieri, en effet, de plus en plus surexcité, et cher-
« chant à se donner une assurance et un courage
« factices, ne cessait de gesticuler et de parler.

« Bientôt le funèbre cortège se mit en marche : les
« condamnés, nu-pieds, envelopés d'une longue che-
« mise blanche, la tête couverte d'un voile noir, sor-
« tirent de la prison.

« Pieri marchait le premier, conduit par M. l'abbé

« Nottelet et par l'exécuteur de Paris. Orsini venait
« ensuite, accompagné de M. l'abbé Hugon et par
« l'exécuteur de Rouen. En entrant dans la cour de la
« prison, Pieri, dont les traits étaient convulsivement
« contractés, et dont l'exaltation fiévreuse avait en-
« core augmenté, a essayé d'entonner le *Chant des*
« *Girondins*, et il a continué d'une voix saccadée jus-
« qu'en dehors de la prison. Les patients ont gravi
« les marches de l'échafaud.

« Lorsqu'ils furent parvenus sur la plate-forme, ils
« y restèrent exposés pendant qu'un huissier faisait
« lecture de l'arrêt de condamnation. Cette lecture
« terminée, les exécuteurs s'emparèrent de Pieri q
« faisait des efforts pour murmurer encore ses chants,
« un moment interrompus, et dont la voix expira
« sous le couteau.

« Orsini, qui jusque-là était resté silencieux, s'est
« alors écrié : « Vive l'Italie ! Vive la France ! » puis
« il s'est livré aux exécuteurs.

« A sept heures, tout était terminé et le crime abo-
« minable, qui a épouvanté la France et l'Europe,
« avait eu sa légitime expiation.

Simon Bernard, traduit devant la Cour Centrale
Criminelle d'Old Bailey, fut déclaré non coupable le
17 avril 1858.

COMMENT CLASSER ORSINI ?

L'étude de la vie d'Orsini nous amène à envisager deux problèmes :

Peut-on parler, en ce qui le concerne, de mentalité pathologique, et peut-on porter sur lui un diagnostic psychiatrique, ou doit-on considérer, au contraire, qu'il était normal ?

Dans quelle catégorie de magnicides doit-on le classer ?

Pour répondre à ces deux questions, nous nous reporterons aux éléments fondamentaux de son caractère, que nous déduirons de ceux de ses actes et de celles de ses paroles que nous avons rapportées.

*
* *

En ce qui concerne le premier point, la mentalité d'Orsini était-elle pathologique ? Il nous semble qu'on puisse répondre affirmativement, et nous poserons le diagnostic de *constitution paranoïaque*.

En effet, nous retrouvons chez lui les symptômes cardinaux de cette affection.

Tout d'abord l'*augmentation du sens de la personnalité*.

L'orgueil d'Orsini éclate dans ses œuvres ; il suffit d'ouvrir ses mémoires au hasard pour tomber sur un témoignage d'admiration qu'il se décèrnait naïvement. Nous avons cité plusieurs passages de son ouvrage qui nous ont paru illustrer ce que nous avançons.

Mais cette haute estime en laquelle il se tenait ne suffisait pas à contenter son *orgueil* incommensurable. Il lui fallait l'approbation des autres, de tous les autres, et non seulement leur approbation, mais leur admiration. D'où ces mémoires d'abord, puis ces conférences publiques qui conciliaient si heureusement l'utile et l'agréable, puisqu'elles lui permettaient de gagner largement sa vie en faisant publiquement son propre panégyrique.

Ce souci constant de l'opinion marque chacun de ses actes.

Ce fut la crainte de paraître lâche qui, pendant son adolescence, lui fit quitter sa fiancée pour s'engager dans une campagne de conspiration. Ce fut par orgueil que, lorsqu'il admirait encore Mazzini, il se jeta dans les entreprises les plus hardies : le nom d'*Orsinata*, que l'on donna alors dans son entourage à toute aventure follement imprudente, ne lui parut-il pas une délicieuse récompense ?

Son courage lui-même, qui fut indiscutable, ne trouvait-il pas un puissant stimulant dans l'admiration qu'il pouvait susciter ?

Orsini fut rarement parjure, son sens moral resta presque toujours intègre, sauf à Ancône où il se laissa griser par le pouvoir ; il ne fallait pas que le grand

homme qu'il voulait devenir pût un jour se voir reprocher un honneur entaché.

L'orgueil fut le *primum movens* de chacun de ses actes : orgueil, sa brouille avec Mazzini et désir de montrer qu'il était capable d'organiser à lui seul et d'exécuter un attentat qui le rendrait universellement et éternellement célèbre, « On verra ce que je suis capable de faire » ; orgueil encore sa générosité à l'égard de ses coaccusés : n'a-t-on pas vu qu'il s'était d'abord laissé entraîner à les charger dans un moment de colère ?

Les circonstances voulurent qu'il s'enthousiasmât pour l'indépendance italienne : il aurait pu tout aussi bien s'emballer pour une autre idée, et cela avec la même fougue, le même courage, la même opiniâtreté, à condition qu'il y trouvât l'occasion de se faire admirer, à condition qu'il pût écrire que « les femmes sortaient de leur maison pour le voir passer » et qu'il pût publier, comme il le fit, de nombreuses lettres élogieuses.

Par contre, il aurait été incapable de suivre les conseils de calme et de modération qu'il donna à ses compatriotes dans sa seconde lettre à Napoléon III.

Cet orgueil, cet amour de la déclamation, cette suffisance inébranlable constituent le caractère dominant de la mentalité d'Orsini.

Il fut *impulsif* et *manqua de logique*. Une idée lui était-elle venue, un projet lui avait-il plu, qu'il n'était plus question de discuter de son bien fondé ; il ne s'agissait plus que de préparer son exécution. Sa con-

duite est de la sorte pleine de contradictions : lui, qui dans ses mémoires blâme les tentatives isolées d'insurrection, il fut le héros de presque toutes celles que lui indiqua Mazzini. Lui qui, dans ses œuvres, a combattu l'assassinat politique, il conçut et prépara celui du 14 janvier.

Le docteur MONTASSUT écrit dans sa thèse à propos du paranoïaque :

« La puissance et la fougue de son imagination, « soutenu par une conviction fausse mais sincère, lui « assurent d'ailleurs un bienveillant intérêt. La systé- « matisation outrancière satisfait le besoin d'unifica- « tion et de schématisation. Enfin, l'argumentation « séduit par sa rhétorique subtile et brillante et la « conclusion fausse d'opérations logiques procure, « comme l'humoriste, la joie de l'absurde. »

Cette phrase ne s'applique-t-elle pas parfaitement bien à Orsini lorsqu'au Café Suisse il enthousiasmaît Pieri par de longs discours exaltés dont la conclusion était d'une logique un peu simplette : l'assassinat de Napoléon III amènera une révolution en France : celle-ci en amènera une autre en Italie, et ce sera le bonheur parfait dans ces deux pays, qui voueront une reconnaissance éternelle aux deux héros que nous sommes.

Ce fut ce défaut de bon sens qui, associé à son orgueil incomparable, le trompa sur sa propre valeur.

Orsini manquait d'autocritique, son jugement était faux.

Un autre élément du caractère d'Orsini est moins marquant : c'est *la méfiance*.

Il se méfiait de Pieri, Gomez et De Rudio. Quelque convaincu qu'il pût être de la grandeur de son projet et de l'approbation qu'en soulèverait l'exécution, il ne pensa pas un moment que l'enthousiasme de ses complices fût suffisant pour qu'il leur accordât toute sa confiance. Ce fut pour cette raison que Gomez et De Rudio ne furent mis au courant de la véritable nature du complot que très peu de temps avant que le moment ne fût venu d'agir. Le jour de l'attentat, la surveillance d'Orsini fut des plus sévères et il ne quitta pas de l'œil ses complices. Mais cette méfiance est en somme explicable, et la crainte d'être trahi et surpris les armes à la main est, après tout, légitime, car la surexcitation qui l'avait envahi l'empêchait de penser que la moindre tentative de trahison d'un des conjurés se retournerait contre son auteur ; tous en effet étaient armés et déjà sous le coup de nombreuses condamnations.

Où la méfiance d'Orsini devient pathologique, c'est dans l'insociabilité qu'elle entraîna. Nous n'avons pas trouvé trace, dans toute sa vie, de la moindre amitié : des idoles telles que Mazzini, il en eut, jusqu'au jour où il se persuada qu'il était lui-même beaucoup plus admirable encore : des camarades, des admirateurs, des complices, des coaccusés, il en eut aussi ; mais pas un seul ami, car, il le dit au cours de son procès, « en conspiration il faut se méfier de tout le monde ».

Il ne dépensa jamais son affection autour de lui : il

reporta sur lui-même toute celle dont il était capable.

Incapable de s'adapter à la vie sociale il se heurta dès sa plus tendre enfance à la discipline que voulut lui imposer son oncle et se rebella contre l'autorité familiale qu'il ne pouvait supporter, d'où ses fugues. Il n'eut d'ailleurs jamais le « sentiment de la famille » très développé : il quitta sa fiancée pour conspirer, et plus tard sa femme ne le retint pas davantage.

Ses premiers contacts avec la société furent pénibles ; il ne put supporter la domination autrichienne et, tout jeune, il se révolta contre elle.

Sa vie entière ne fut-elle pas d'ailleurs une longue revendication en faveur de l'Italie ?

Tous ces caractères sont étroitement unis et s'expliquent mutuellement : égocentrique, Orsini fut insociable, inadaptable et méfiant ; esprit faux, il préféra s'attaquer à une grandiose réforme sociale qu'à sa propre transformation.

La réunion de ces éléments nous amène à porter le diagnostic de *constitution paranoïaque*.

La constitution paranoïaque est en somme la limite entre le normal et l'anormal le seuil qui sépare le passionnel pur du paranoïaque délirant.

C'est bien entre ces deux types qu'il convient de placer Orsini. Il ne fut pas seulement un *passionnel*, car tout chez lui fut subordonné à l'orgueil ; nous avons vu qu'un sentiment démesuré de sa personnalité l'emplissait tout entier. Certes, il travailla à sa manière à l'indépendance italienne, mais son altruisme fut plus apparent que réel, et ce qu'il chercha incon-

sciemment dans la lutte, ce fut surtout la gloire après la réussite et la satisfaction personnelle.

On ne peut l'apparenter à une Charlotte Corday, par exemple, passionnelle pure, comme l'a montré M. LÉVY-VALENSI, et qui ne fut poussée au crime que par sa générosité.

Orsini ne fut pas non plus un *paranoïaque délirant*. Il n'y eut pas de substratum hallucinatoire à sa paranoïa, ni de délire.

Il est vrai que sa pensée fut tout entière absorbée par une idée déterminant un *état obsédant* : il parla de sa « manie ». Mais M. CLAUDE a montré qu'il fallait opposer l'*obsession*, idée parasite involontaire que le sujet repousse et contre laquelle il lutte, à l'*état obsédant*, état dans lequel le sujet non seulement subit la hantise de sa préoccupation, mais encore l'accepte, l'approuve et y donne son adhésion et sa collaboration. Seule l'obsession est pathologique : « Les états « obsédants, constitués par des idées permanentes « acceptées avec enthousiasme et non repoussées avec « anxiété par les malades, ne sont obsédants qu'au « sens profane du mot. Au sens psychiatrique, ces « états correspondent aux idées fixes et non aux idées « obsédantes ou obsessions. »

Ce fut bien d'état obsédant qu'il s'agit chez notre sujet et non d'obsession. On ne trouve, en effet, pas trace de lutte contre des idées qui se seraient imposées à lui et auxquelles il aurait été forcé d'obéir. Il ne s'agit que d'une idée fixe, acceptée avec enthousiasme et servie avec ferveur.

Orsini nous semble bien présenter l'orgueil, la méfiance, la fausseté de jugement, l'inadaptabilité qui caractérisent la constitution paranoïaque ; il ne nous semble pas présenter d'autre élément pathologique. Nous ajouterons à l'appui de notre diagnostic que l'hérédité d'Orsini était chargée et telle qu'on la rencontre fréquemment chez les paranoïaques. Son père ne fut-il pas, lui aussi, un conspirateur professionnel ? Certains de ses collatéraux n'étaient-ils pas anormaux, son cousin notamment, qui se suicida sans qu'on en puisse connaître jamais la raison ?

*
* *

Dans quelle catégorie de magnicides doit-on ranger Orsini ?

Si l'on s'en tient à la classification de M. le Professeur RÉGIS, c'est à coup sûr dans celle des *régicides vrais*. Ceux-ci, en effet, sont ceux chez lesquels l'attentat contre une personnalité marquante a été la conséquence directe et forcée d'un état d'esprit particulier. Ils préméditent et préparent leur coup et, une fois décidés, vont droit au but. Lorsqu'ils sont arrêtés, ils ne se suicident pas, mais la tendance au suicide se rencontre fréquemment chez eux. Rappelons qu'Orsini avoua dans ses mémoires qu'il eut à deux reprises la tentation de se suicider : ce fut parce qu'il considéra ce désir comme une faiblesse qu'il le surmonta. Au supplice, les vrais régicides supportent

courageusement la mort, qui ne les effraie pas : quelle attitude pouvait être plus digne que celle d'Orsini sur l'échafaud, et quelle triste figure faisait Pieri à ses côtés !

Le fait d'avoir des complices serait pour RÉGIS incompatible avec l'individualité de cette sorte de criminels ; pourtant ce dernier point ne nous fera pas éliminer Orsini de leur catégorie. En effet, il avait eu d'abord l'intention d'agir seul ; ce ne fut que parce qu'il lui parut impossible de réussir sans complices qu'il se résigna à s'en adjoindre. Nous avons montré d'ailleurs en quelle méfiance il les tenait. Enfin, bien qu'il soit rare qu'un "magnicide s'embarrasse de complicité, Orsini ne fut pas le seul à agir de la sorte : le docteur LUPU-BLAU nous a donné dans sa thèse sur Fieschi l'exemple d'un autre régicide vrai n'ayant pas agi isolément.

Notre sujet ne saurait à aucun titre être rangé parmi les *faux régicides*. Chez ceux-ci en effet l'attentat a été purement et simplement le fait du hasard sans connexion immédiate avec le fond des idées.

La classification de Lombroso et Laschi nous paraît préférable, parce qu'elle est plus complète.

Ces auteurs distinguent :

1° *Les criminels politiques par passion*, qui ont conservé leur intégrité psychique et ne sont poussés au crime que par de nobles sentiments altruistes : par exemple Charlotte Corday.

2° *Les criminels politiques par occasion*, qui sont les *faux régicides* de RÉGIS.

3° *Les criminels politiques nés*, héréditairement chargés et porteurs de stigmates de dégénérescence.

4° *Les criminels politiques fous, paranoïaques, mélancoliques, épileptiques*, le plus souvent poussés au crime par des hallucinations.

5° *Les régicides mattoïdes*, qui « se distinguent des criminels par l'intégrité presque complète du sens moral ; ils se différencient des fous, même de ce qu'on appelle les paranoïaques, avec lesquels ils ont tant de ressemblance, par l'absence du délire, par l'impulsivité plus faible, et par la conservation presque générale des affections ; ils ont ce qu'on peut appeler l'apparence du génie sans en avoir la substance ».

M. LÉVY-VALENSI remarque à leur sujet qu'« on voit assez bien dans les mattoïdes certains paranoïaques pseudo-altruistes, peu délirants (constitution paranoïaque) : les auteurs, en effet, leur attribuent : la conviction de leur propre mérite, la confiance tenace dans leurs idées, l'abandon de tout autre soin, l'absence de création géniale, l'altruisme dont leur vanité personnelle forme tout le substratum, la prolixité des écrits, leur stéréotypie, la tendance à s'associer. »

C'est bien dans cette dernière catégorie de magnicides qu'est la place d'Orsini. Tous leurs caractères ne lui sont-ils pas attribuables ?

Il y aurait beaucoup à dire au sujet de la responsabilité de ces *mattoïdes* envisagée d'un point de vue philosophique. Examinée d'un point de vue social, la question est différente. Elle dépasse en tout cas le cadre de cette étude.

CONCLUSIONS

1° Orsini était atteint d'une psychose chronique caractérisée par :

Un orgueil démesuré : il se crut en effet supérieur à ses contemporains, mais éprouva pourtant le besoin d'être admiré par eux. Ce besoin lui dicta la plupart de ses actes ; ce fut pour le satisfaire qu'il écrivit ses Mémoires qui sont avant tout son propre panégyrique, pour le satisfaire encore, qu'il se fit remarquer par des tentatives révolutionnaires intrépides et souvent vouées à l'échec.

Une méfiance, moins marquée, mais qui suffit pourtant à l'empêcher de rechercher la moindre amitié. Cette méfiance s'exerça de manière constante envers ses complices.

Une inadaptabilité au milieu social qui se manifesta très tôt. Son amour de l'indépendance lui rendit particulièrement pénible, alors qu'il était enfant, l'autorité familiale ; plus tard il se refusa à reconnaître l'autorité gouvernementale de son pays.

Une fausseté de jugement, qui le poussa d'abord à se surestimer, et à cause de laquelle il préjugea souvent à tort ou d'une manière trop schématique des conséquences d'un acte qu'il avait décidé d'entreprendre. De nombreuses contradictions dans sa conduite en résultèrent.

La réunion de ces caractères nous amène à porter sur lui le diagnostic de *constitution paranoïaque*.

En effet, Orsini ne fut pas seulement un *passionnel*, car son altruisme ne fut qu'apparent et sa conduite fut en réalité subordonnée à son orgueil. Ce ne fut pas non plus un *paranoïaque délirant* : il n'y eut pas de substratum hallucinatoire à sa paranoïa, ni de délire. Il n'y eut pas chez lui d'obsession, mais seulement un *état obsédant*.

2° Dans la classification de RÉGIS, Orsini trouve sa place parmi les *vrais régicides*. Le fait d'avoir eu des complices ne doit pas l'en faire distinguer, car il ne se résolut à en choisir que faute de pouvoir faire autrement, et réduisit leur rôle autant qu'il le put, ne leur accordant que le minimum dans la préparation de son attentat.

3° Dans la classification de LOMBROSO et LASCHI, qui est plus complète, Orsini doit être rangé parmi les *régicides mattoïdes*, dont il présente tous les caractères dominants.

Vu : LE DOYEN :

G. ROUSSY

Vu : LE PRÉSIDENT DE THÈSE :

H. CLAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS :

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

CARBONEL (George). — Memoirs and adventures of Felice Orsini... Written by himself (1857).

TAVOLARA (J.-A.). — Félix Orsini (1858).

BOULENGER (Marcel). — L'attentat d'Orsini (1927).

FOUQUIER (Armand). — Causes célèbres de tous les peuples.

LA GORCE (Duc de). — Histoire du second Empire.

SOULIE (Maurice). — Orsini, l'attentat (*Revue Hebdomadaire*, 1925).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (Imprimés anonymes) :

Lb 56 : 687.

Lb 56 : 688.

Lb 56 : 707.

Lb 56 : 710.

Lb 56 : 714.

ARCHIVES NATIONALES :

BB 30 : 419.

BB 30 : 420.

MAZZINI (Joseph). — Lettres intimes publiées avec une introduction et des notes par J.-D. Melegari (1895).

MAZZINI (Giuseppe). — Lettres à Thomas Emery (*Revue de Paris*, 1895).

— Les crimes passionnels (*Annales de Médecine légale*, avril 1931).

LÉVY-VALENSI (Dr J.). — Les Magnicides : Charlotte Corday (*Semaine des Hôpitaux de Paris*, octobre 1932).

— Les Magnicides : Damiens. Etude de psychopathologie historique (*Semaine des Hôpitaux de Paris*, novembre 1931).

GENIL-PERRIN. — Les Paranoïaques (1927).

MONTASSUT (D^r M.). — La constitution paranoïaque (*Thèse*, Paris, 1924).

LOMBROSO et LASCHI. — Le crime politique et les révolutions (1892).

RÉGIS (D^r E.). — Les régicides dans l'histoire et dans le présent (1890).

BESSON (D^r A.-E.). — Damiens (*Thèse*, Paris, 1930).

LUPU-BLAU (D^r). — Fieschi (*Thèse*, Paris, 1933).

PIGOT (D^r D.). — Louvel (*Thèse*, Paris, 1928).

GENDREAU (D^r J.). — La vie mouvementée de Jean-François Ravaillac (*Thèse*, Paris, 1928).

JOURNAUX

La Gazette des Tribunaux (janvier à mars 1858).

Le Moniteur (janvier 1858).

La Patrie (janvier 1858).

Le Courrier de Lyon (janvier 1858).

Imprimerie spéciale de la Librairie Le François.

91, boul. Saint-Germain, Paris-6^e

